

ÉLECTEURS ET
PARTIS EN ITALIE :
UN JEU OUVERT¹

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ITALIENNES du 13 mai 2001 semblent déjà lointaines et on tend à les interpréter rétrospectivement comme le basculement de l'Italie à droite, et cela d'un point de vue politique et social. Autrement dit, toute la société italienne et tout l'électorat italien sont appréhendés à la lumière de ce résultat.

45

Cette représentation est cependant déformée et très réductrice, et l'analyse du vote de 2001 ne permet pas de la valider. Il est donc utile de reconsidérer les principales dimensions des législatives de 2001 pour répondre à certaines questions : pourquoi la droite l'a-t-elle emporté ? Quelles sont les raisons déterminantes : celles liées à l'offre politique ou celles liées à la demande politique ? En d'autres termes, ces élections traduisent-elles un changement de la société, des valeurs et des orientations de l'opinion publique, du rapport entre politique et territoire ou le facteur principal n'est-il pas la capacité de la droite et de son leader d'interpréter et d'utiliser les mécanismes de la loi électorale, de communiquer, de constituer une coalition ? Et de combien a pesé et pèse le rôle de son leader Silvio Berlusconi ? Dans quelle mesure a-t-il contribué au résultat final ?

Dans cet article, nous tenterons de donner des réponses encore partielles à ces questions, en utilisant non seulement les analyses de vote et les sondages menés à l'occasion de ces élections, mais également les études et les réflexions que de nombreux chercheurs ont menées à partir de cet événement.

1. Ce texte reprend, sur certains points, les analyses et réflexions présentées dans un essai écrit par l'auteur avec Marc Lazar, « Cronaca di una vittoria annunciata sin troppo presto », in P. Bellucci, M. Bull, *Politica in Italia*, Bologne, Istituto Cattaneo-Il Mulino, nouv. éd. 2002.

Merci à Fabio Bordignon pour l'aide fournie pour la recherche des matériaux statistiques.

PRIMAUTÉ PARLEMENTAIRE ET ÉQUILIBRE SOCIAL

La première indication évidente qui résulte des élections de 2001 est que la coalition de centre-droit, la Maison des libertés (*Casa delle libertà, CdL*), a gagné sur tous les plans. La CdL a remporté une majorité absolue de sièges tant à la Chambre qu'au Sénat ; une majorité à l'abri des menaces de la Ligue du Nord qui, lors du premier gouvernement dirigé par Berlusconi en 1994, en avait provoqué la crise et la chute après quelques mois. Le nombre de sièges conquis par le parti d'Umberto Bossi ne peut mettre en question la coalition au Parlement. De surcroît, la CdL a obtenu la majorité des électeurs dans les trois votes prévus par la consultation : au Sénat et à la Chambre des députés, pour la partie désignée au scrutin majoritaire à un tour et pour celle désignée à la proportionnelle (*tableaux 1, 2 et 3*).

46

Tableau 1. Élections au Sénat

	2001	1996
Ulivo	38,7	41,3
SVP-Ulivo	0,5	–
SVP	0,4	–
Autres (SVP)	–	0,5
TOTAL CENTRE-GAUCHE	39,6	44,7
Rifondazione comunista (Progressisti)	5	2,9
Liste Di Pietro	3,4	
TOTAL CENTRE-GAUCHE + LISTE DI PIETRO + RC	48	44,7
Casa delle libertà	42,5	
Polo per le libertà	–	37,3
Lega Nord	–	10,4
CENTRE-DROIT	42,5	47,7
Liste Emma Bonino	2	–
Pannella - Sgarbi	–	1,6
Democrazia europea	3,2	–
Ms Fiamma	1	2,3
Autres	3,3	3,8

SOURCE : Ministero dell'Interno, Direzione generale per i servizi elettorali.

*Tableau 2. Élections à la Chambre
(partie scrutin uninominal majoritaire)*

	2001	1996
Ulivo	43,2	42,1
Progressisti		2,7
Autres		0,5
SVP – Ulivo	0,5	–
SVP	0,5	
TOTAL CENTRE-GAUCHE	44,2	45,3
Liste Di Pietro	4	–
TOTAL CENTRE-GAUCHE + LISTE DI PIETRO	48,2	45,3
Casa delle libertà	45,4	
Polo per le libertà		40,3
Lega Nord		10,8
TOTAL CENTRE-DROIT	45,4	51,1
Liste Emma Bonino	1,2	
Pannella - Sgarbi		0,2
Democrazia europea	3,6	–
Liga Fronte Veneto	0,5	
Fiamma Tricolore	0,3	
Forza Nuova	0	
Fiamma Tricolore		1,7
Autres	0,8	1,7

47

SOURCE : Ministero dell'Interno, Direzione generale per i servizi elettorali.

L'appréciation du résultat politique du vote est claire, mais l'évaluation de sa signification sociale est plus complexe², comme le montre la différence assez importante que l'on constate entre les trois différents votes : au majoritaire pour la Chambre, au majoritaire pour le Sénat et à la proportionnelle³. Cette différence s'explique en partie par la

2. Voir la reconstruction des résultats et des orientations électorales réalisées par ITANES, *Perché ha vinto il centro-destra*, Bologne, Il Mulino, 2002. Cf. G. Pasquino (dir.), *Dall'Ulivo al governo Berlusconi*, Bologne, Il Mulino, 2002.

3. Cf. E. Melchionda, « L'alternativa prevista : la competizione nei collegi uninominali », et A. Pappalardo, « Il sistema partitico italiano, fra bipolarismo e destrutturazione », in

Tableau 3. Élections à la Chambre (partie proportionnelle)

	2001	1996
Rifondazione comunista	5	8,6
PdCI	1,7	–
Girasole (Lista Verdi)	2,2	2,5
DS	16,6	21,1
Margherita (Popolari per Prodi + Liste Dini)	14,5	11,1
SVP	0,5	–
TOTAL CENTRE-GAUCHE SANS RC	35,5	34,7
TOTAL CENTRE-GAUCHE AVEC RC	40,5	43,3
Italia dei Valori	3,9	–
TOTAL CENTRE-GAUCHE AVEC RC ET LISTE DI PIETRO	44,4	43,3
CCD-CDU	3,2	5,8
Forza Italia	29,4	20,6
AN	12	15,7
Nuovo PSI (socialistes)	1	–
Lega Nord	3,9	10,1
TOTAL CENTRE-DROIT SANS LEGA NORD	45,6	42,1
TOTAL CENTRE-DROIT AVEC LEGA NORD	49,5	52,2
Democrazia europea	2,4	–
Liste Emma Bonino	2,2	1,9
Fiamma Tricolore	0,4	0,9
Forza Nuova	0	–
Liga Fronte Veneto	0,2	–
Autres	0,8	1,8

SOURCE : Ministero dell'Interno, Direzione generale per i servizi elettorali.

composition différente de l'offre politique. L'avance plus nette de la CdL sur l'Olivier au Sénat qu'à la Chambre s'explique par le fait que Refondation communiste présentait ses propres listes et ses propres candidats dans tous les collèges sénatoriaux alors qu'elle y a renoncé à la

G. Pasquino, *Dall'Ulivo al governo Berlusconi*, op. cit. En outre, le volume dirigé par R. D'Alimonte et S. Bartolini, consacré au vote du 13 mai 2002, en cours de publication chez Il Mulino.

Chambre. La même explication ne vaut pas pour la différence profonde des résultats au majoritaire et à la proportionnelle. Alors qu'au vote majoritaire les rapports entre l'Olivier et CdL sont équilibrés, à la proportionnelle la CdL domine nettement.

Il est donc nécessaire de proposer une lecture plus articulée des résultats électoraux afin de tenter d'expliquer le rendement différent des deux coalitions selon le mode de scrutin⁴.

La CdL l'a emporté au Sénat, dans le vote majoritaire, en obtenant 42,5 % des suffrages exprimés, soit 3 % de plus que l'Olivier, la coalition de centre-gauche. Par rapport à 1996, si l'on considère les mêmes partis qui sont alliés aujourd'hui, donc en additionnant les votes de la Ligue à ceux du Pôle, le recul est de 5 %, alors que celui de l'Olivier est de 2 %. Mais si l'on prend en considération le résultat obtenu par les autres listes (Refondation communiste) qui étaient alliées à l'Olivier aux précédentes élections ou celles qui l'ont quitté en cours de législature (l'Italie des Valeurs de l'ancien procureur Di Pietro), le centre-gauche aurait atteint 48 % des votes et donc une large majorité de votes et peut-être de sièges (même s'il n'y a pas de lien naturel entre les deux). Ces calculs sont évidemment discutables dans la mesure où, s'il n'y a pas d'accord entre les partis, il est illogique d'en additionner les votes puisqu'il s'agit d'entités politiques distinctes. Par ailleurs, il est difficile de soutenir que les électeurs de l'Italie des Valeurs auraient pu coexister avec ceux de Refondation communiste et encore plus avec les électeurs socialistes du SDI. Pourtant, l'accord politique entre ces formations existait dans le passé, même s'il a disparu. Il n'est donc pas arbitraire, dans une prospective comparative, de les rapprocher, avec la prudence nécessaire.

Au contraire, le Pôle (alliance entre *Forza Italia*, Alliance nationale et les néo-démocrates-chrétiens de l'UCD) et la Ligue du Nord constituaient aux élections de 1996 deux sujets politiques distincts et opposés⁵.

Cela suggère que les résultats du Sénat ont été déterminés, non pas par une progression des soutiens à l'ensemble du centre-droit et de la Ligue (qui ne s'est pas vérifiée), mais par la stratégie des alliances. C'est encore plus vrai lorsque l'on considère les résultats de la Chambre des

4. Voir, sur le sujet, l'essai de A. Di Virgilio, « L'offerta elettorale: la politica delle alleanze si istituzionalizza », in R. D'Alimonte et S. Bartolini, *op. cit.*

5. À propos de la comparaison des résultats obtenus par la CdL en 2001 avec ceux du Pôle et de la Ligue, considérés ensemble en 1996, voir les observations de P. Natale et L. Ricolfi, « Elezioni 2001: le verità nascoste », in *Le ragioni del socialismo*, 2001, n° 62.

députés. À la différence du Sénat, l'Olivier et Refondation communiste avaient signé un pacte de non-belligérance. De ce fait, l'équilibre est encore plus net : dans le vote majoritaire à la Chambre, la CdL obtient 45,4 % des votes (Pôle et autonomistes de la Ligue, en 1996, avaient dépassé les 50 %), alors que l'Olivier, allié à Refondation, parvient à 44,2 %, soit le score de 1996. Encore faut-il souligner qu'Italie des Valeurs, qui se présentait seule, a frôlé les 4 %. L'équilibre entre les deux constellations électorales est donc réel, et il est supérieur aux attentes comme aux lectures qui en sont encore faites aujourd'hui, un an après. Ces chiffres soulignent même que l'ensemble électoral du centre-gauche a bien tenu, alors que celui du centre-droit a régressé du fait de l'affaiblissement de sa composante autonomiste.

50 Pour éviter là encore de comparer des situations différentes, il faut manier avec prudence les résultats de la Ligue et du Pôle qui, en 1996, étaient opposés. Il faut également se rappeler qu'aux élections européennes de 1996, la Ligue, qui se présentait seule, avait déjà subi une hémorragie par rapport aux législatives de la même année en tombant de 10 à 4 %. C'est cet échec justement qui l'avait contrainte à renouer des rapports avec le Pôle.

Si nous considérons les résultats à la proportionnelle, les choses changent sensiblement. Les partis de la CdL, additionnés, dépassent les 18 millions de votes et obtiennent quasiment 50 % du total. Mais, même dans ce cas, il faut faire deux observations :

- la première concerne la CdL. Par rapport à 1996, elle a perdu près de 1,5 million de votes, soit près de 2 %. Ce résultat est dû au grave recul de la Ligue du Nord, car les partis du Pôle progressent de 3,5 %;

- la seconde concerne la nature du vote proportionnel, qui reflète les orientations partisans et non les soutiens à la coalition et à la personnalité du leader. Les pertes substantielles de soutiens qui caractérisent le centre-droit lorsque l'on passe de la proportionnelle au majoritaire et la situation inverse enregistrée pour l'Olivier permettent de mieux analyser : (a) le rendement différent des coalitions, (b) la signification et le rôle du leadership et (c) le mécanisme de décision de l'électeur. Avant d'y revenir, il faut définir ces différents aspects dès à présent.

a) En ce qui concerne le rendement des coalitions, ces chiffres suggèrent que l'Olivier, comme coalition, fonctionne mieux que la CdL. C'était déjà le cas en 1996. En 2001, le phénomène est encore plus net. L'Olivier recueille non seulement le vote de tous les électeurs des partis membres mais également celui de RC lorsque (pour le vote majoritaire à la Chambre) celui-ci ne présente pas de candidats, et même celui

d'électeurs modérés de droite. À l'inverse, la CdL ne parvient pas à drainer tous les électeurs des partis qui la composent et à faire cohabiter ses différents électorats. Les électeurs de la Ligue, par exemple, répugnent souvent à voter pour un candidat de la coalition s'il est démocrate-chrétien et inversement.

b) Le leadership de Berlusconi et son image ne réussissent pas à accroître les soutiens à la coalition⁶. Au contraire, ils contribuent à les restreindre et à alimenter ceux de l'Olivier, puisque la polémique sur le conflit d'intérêts, qui était devenue très dure à la veille du scrutin, semble avoir convaincu de voter « contre lui » certains des électeurs de gauche déçus qui avaient décidé de s'abstenir⁷. En ce qui concerne le leader de l'Olivier, Francesco Rutelli, étant donné la progression de la coalition par rapport au vote partisan, c'est l'inverse qui prévaut. On pourrait ainsi soutenir que ce n'est pas la personnalité du candidat au poste de chef de gouvernement mais l'appartenance partisane qui fait la différence dans la compétition électorale. L'avantage électoral du centre-droit sur le centre-gauche était autrement dit suffisant pour « supporter » le poids négatif de la candidature Berlusconi. C'est naturellement une analyse exagérée, mais le problème est désormais la cohabitation difficile des électorats de droite : ce paradoxe permet au moins de rendre sa mesure au mythe des électeurs italiens « fascinés » par Berlusconi.

c) Les électeurs italiens, plutôt que de réagir au rappel de la tradition politique de droite ou de répondre passivement à l'attraction fatale pour un leader charismatique, semblent donc se comporter avec une certaine compétence en diversifiant leur vote d'un bulletin à l'autre selon, notamment, le type de compétition. Ils semblent donc plus conscients qu'on ne le croit. Si bien que la victoire de la droite, plus

6. Les sondages d'opinion menés dans les années et les mois précédant les élections soulignent que l'indice de confiance des électeurs envers Berlusconi est toujours plus bas que les intentions de vote pour la coalition de centre-droit et que la confiance envers certains représentants politiques, en particulier Gianfranco Fini. Cf. les séquences chronologiques des sondages ISPO-CRA-Nielsen publiées dans la revue *Political and Economics Trends*.

7. Certaines enquêtes montrent comment la dramatisation de la campagne électorale envers Berlusconi a convaincu une partie des électeurs du centre-gauche, incertains ou déçus, de renoncer à l'abstention en votant pour l'Olivier. Le même phénomène se serait produit pour certaines fractions d'électeurs prêts à voter pour des tierces formations (Italie des valeurs, RC, etc.). Cf. R. Mannheimer, « Le elezioni del 2001 e la "mobilitazione drammaticizzante" », in G. Pasquino (dir.), *Dall'Ulivo al governo Berlusconi, op. cit.*, et, pour le Nord-Est, I. Diamanti, « Il comportamento elettorale degli elettori in Veneto il 13 maggio 2001. Verso il declino dell'originalità regionale ? », in I. Diamanti et D. Marini, *Nord-Est 2001. II Rapporto sulla società e l'economia*, Venise, éd. Fondazione Nordest, 2001.

qu'une « fracture éthique »⁸ qui aurait déplacé les électeurs dans cette direction, relève davantage de la capacité de Berlusconi à interpréter les règles et les logiques de la compétition électorale. Il est donc faux de dire que « Berlusconi a séduit les Italiens ». Ses mérites semblent de nature politique plutôt que charismatique : ceux d'avoir construit et même imposé, représenté et guidé une coalition qui a rassemblé 45 % des électeurs. Une majorité large, mais relative ; une coalition entre des forces qui sans lui, sans son rôle « politique », sans son action et sa coaction ne se seraient jamais coalisées et auraient donc rencontré les plus grandes difficultés à gagner les élections.

52 En définitive, la Maison des libertés a gagné nettement les élections sur le plan de la représentation parlementaire bien plus que sur celui de la représentation sociale et électorale où la confrontation a été plus équilibrée. Le rôle de la personnalisation a certainement accentué la bipolarisation. La campagne électorale a contribué, avec les techniques de gestion de la compétition, à transformer la consultation en un affrontement personnalisé entre Berlusconi et Rutelli.

Ce sont autant de signes de l'importance « autonome » de l'offre politique sur le résultat final. La construction des deux coalitions, la façon dont les candidats ont été choisis, le choix des symboles et des candidats au poste de chef du gouvernement, l'association de leur nom à la coalition mais aussi aux forces politiques concrètes, tout cela contribue à peser sur le résultat des élections avant le vote ; non seulement sur le plan inter-coalition, mais surtout sur celui intra-coalition.

Cela explique en particulier le poids de *Forza Italia* dans la CdL et de la Marguerite dans l'Olivier : tous deux « partis du président » dans des coalitions qui accentuent, même dans le choix des candidatures de circonscription, leur projection « nationale », soulignée par la délimitation territoriale des autres forces : la Ligue, mais aussi les Démocrates de gauche (DS) et Alliance nationale (AN)⁹.

8. C'est la thèse soutenue par L. Ricolfi dans l'essai *La frattura etica*, Naples, L'Ancora, 2002.

9. La formule « parti du président » appliquée à *Forza Italia* est thématisée au lendemain des élections de 1994 par A. Panebianco, « Partiti di massa, formula vuota », *Il Corriere della Sera*, 20 juin 1994. Sur la présidentialisation de la politique en Italie, voir, avec des perspectives d'analyse différentes, S. Fabbrini, *Il principe democratico*, Rome-Bari, Laterza, 1999 ; A. Mastropaolo, *Antipolitica. All'origine della crisi italiana*, Naples, L'Ancora, 2000 ; M. Calise, *Il partito personale*, Rome-Bari, Laterza, 2000.

À L'INTÉRIEUR DES COALITIONS : LE SUCCÈS DES « PARTIS DU PRÉSIDENT »

À l'intérieur des coalitions, beaucoup de choses ont changé par rapport à 1996.

Au centre-droit, le succès de *Forza Italia* s'est confirmé aux dépens de tous les autres partis. Si AN a limité les pertes, la Ligue du Nord a continué son déclin, déjà largement entamé après l'échec de la stratégie sécessionniste : à ces élections, elle n'a même pas réussi à atteindre le seuil des 4 % nécessaires pour participer à la répartition des sièges à la proportionnelle pour la Chambre. Ses pertes ont été particulièrement fortes là où elle est le mieux enracinée : dans les zones de petites entreprises du Nord, dans le Nord-Est notamment, ce qui l'affaiblit fortement dans son rôle de représentation du Nord productif, de l'Italie émergente¹⁰.

53

Dans l'ensemble, la Maison des libertés est beaucoup plus structurée et homogène que ne l'était le Pôle qui avait gagné les élections de 1994. Le ciment est fourni par le poids de *Forza Italia*, qui représente les deux tiers de l'électorat de la coalition. Mais c'est surtout le rôle de Silvio Berlusconi qui est déterminant : promoteur et artisan de l'alliance ; garant, facteur réel d'unité, à l'intérieur et à l'extérieur d'une coalition aussi hétérogène. *Forza Italia*, lors de ces élections, a accentué sa dimension « nationale », exploitant de façon même excessive les opportunités normatives et techniques que permet la loi¹¹.

À l'Olivier, les choses sont plus complexes. Deux éléments sont particulièrement significatifs et importants. Le premier est le redimensionnement substantiel des Démocrates de gauche (DS), qui tombent à leur plus bas niveau historique, atteignant celui de 1992, au lendemain de la disparition du PCI et de la division entre PDS et RC. Le second est la forte présence de la Marguerite, qui agrège les formations politiques du centre : démocrates, populaires, *Rinnovamento Italiano* et UDEUR. Les autres formations, celle laïque-écologiste de l'Arc-en-ciel et celle des communistes italiens, sont marginalisées par les deux composantes principales.

10. Voir, sur ce sujet, I. Diamanti, « Ascesa e declino della "questione settentrionale" », in T. Padoa-Schioppa et Stephen R. Graubard (dir.), *Il caso italiano 2*, Milan, Garzanti, 2001.

11. A. Di Virgilio, *op. cit.*

Pour la première fois dans l'histoire de la Seconde République, les deux composantes du centre-gauche, la gauche et le centre, sont de force égale.

Le résultat positif de la Marguerite a plusieurs explications. Nous en retiendrons trois :

– le lien direct avec le candidat leader de la coalition, Rutelli, qui draine les électeurs laïcs et écologistes et favorise plus généralement une identification avantageuse entre coalition et Marguerite. D'autant plus que DS apparaît privé d'un leadership de parti : Veltroni, le secrétaire général, est très absorbé par sa candidature aux élections municipales de Rome, D'Alema par la conquête de son siège à Gallipoli, et Fassino, vice-président du Conseil désigné, par sa campagne pour la coalition ;

– la présence de maires et d'autres leaders locaux influents, favorisés de la campagne électorale qui se déroulait parallèlement dans certaines communes : de Illy à Trieste, à Cacciari (ancien maire de Venise). Cela explique notamment le très bon résultat obtenu par la Marguerite dans les régions du Nord ;

– la capacité d'étendre l'électorat grâce à une diffusion nationale des candidats sur tout le territoire, y compris dans des zones considérées comme « faibles » (comme le Nord), en favorisant la mobilisation par la participation concomitante à des circonscriptions faibles et à des listes proportionnelles « courtes » qui permettaient l'élection (selon une technique qualifiée de « sénatisation »)¹².

Enfin, la Marguerite bénéficie de l'héritage de Prodi et du projet « unitaire », et constitue une formation dotée d'une identité spécifique à laquelle est lié le symbole de l'Olivier, dont la Marguerite apparaît dans une certaine mesure comme la dépositaire.

Le bon résultat d'ensemble des forces de centre-gauche conduit à examiner le mauvais résultat de la gauche et à en comprendre les raisons.

Les partis de gauche ont en effet obtenu leur plus mauvais résultat dans l'histoire de la République. Avant ces élections, DS était le premier parti italien. Aujourd'hui, il est le deuxième, mais très loin de *Forza Italia* et au niveau de 1992, qui était l'année qui suivait la disparition du PCI. Si ses pertes sont limitées au Nord, elles sont plus nettes dans le Sud, les Îles et les régions du Centre. Pourtant, les opinions et les valeurs exprimées par les électeurs DS¹³ montrent une base identique à

12. Cf. les données d'ITANES, citées.

13. P. Bellucci, M. Maraffi et P. Segatti, *Pci, Pds, Ds*, Rome, Donzelli, 2000. Sur les transformations de DS, dans une perspective comparative européenne, voir également A. Bosco, *Comunisti. Trasformazioni di partito in Italia, Spagna e Portogallo*, Bologne, Il Mulino, 2000.

celle des principaux partis réformistes européens : en ce qui concerne les caractéristiques sociales et les valeurs, ils sont plus sensibles aux raisons de l'État qu'à celles du marché, du public que du privé, plus attentifs aux intérêts des travailleurs salariés, plus tolérants envers les immigrés, plus ouverts aux droits civils, moins exposés à la fascination de la personnalisation politique. Sur le plan social, l'électorat DS est surtout composé d'adultes et de personnes âgées (les couches d'électeurs plus jeunes se tournent plutôt vers la Marguerite ou Refondation communiste), d'employés du secteur public et des activités intellectuelles, de résidents des grandes villes ; il dispose d'un niveau d'instruction supérieur à la moyenne. En ce qui concerne la religiosité, il est surtout composé de non-pratiquants ou de pratiquants occasionnels. Le profil de cet électorat est le symétrique des électeurs de *Forza Italia*.

RC a également perdu beaucoup de soutiens, même si elle parvient à 5 % des suffrages exprimés. Elle a subi ses pertes les plus importantes, par ordre décroissant, dans le Centre, le Sud, les Îles et le Nord.

55

Comment expliquer un résultat aussi décevant, après avoir gouverné cinq ans, après qu'un leader qui provient de la tradition communiste, Massimo D'Alema, eut occupé, pour la première fois dans l'histoire de la République, le poste de président du Conseil ?

Il est facile d'observer en Italie également le problème bien connu qui pèse sur la gauche européenne quand elle gouverne : ses politiques de rigueur et d'assainissement économique ont déçu les catégories populaires sans vraiment convaincre les classes moyennes émergentes du secteur privé (alors qu'une grande partie des couches moyennes salariées du secteur public, employés et enseignants, a continué à lui rester fidèle). Par ailleurs, l'instabilité à la tête des gouvernements qui se sont succédé (Prodi, D'Alema et Amato), l'incapacité d'élaborer, après l'entrée de l'Italie dans l'euro, un projet commun capable de mobiliser la société, l'efficacité médiocre à communiquer les bonnes réalisations ont donné aux citoyens l'impression d'une gestion peu productive, dont les meilleurs résultats survenaient un peu par hasard. De plus, DS a payé l'absence de ses leaders durant la campagne électorale.

Il ne faut pas enfin sous-estimer le poids de l'histoire. DS est un cas particulier parmi les forces du socialisme européen, car il provient de la tradition communiste même s'il a vécu une évolution profonde et significative. Or, malgré les spécificités et les transformations profondes qu'a connues le communisme italien, DS continue à payer un prix politique élevé dans une société où l'anticommunisme est encore très

répandu – à droite, au centre ou à gauche¹⁴. Le groupe dirigeant de DS n'a pas changé depuis les dernières années de l'expérience communiste. Le problème persistant et majeur reste celui de la rénovation de cette classe dirigeante. Par ailleurs, en ce qui concerne l'organisation, DS apparaît comme un objet non identifié, resté à mi-chemin entre un « parti de masse sans les masses » et un « parti du président » sans président. Enfin, sous l'angle de la géographie électorale, DS est devenu un « parti régional ». En reprenant une formule polémique inventée par Marc Lazar, nous pourrions dire que DS constitue, du point de vue de la base électorale, une « Ligue du Centre » de l'Italie.

POURQUOI BERLUSCONI L'A EMPORTÉ ? POURQUOI LA GAUCHE S'EST TROMPÉE ?

56

Des considérations qui précèdent découlent quelques indications plus claires sur la signification de la victoire du centre-droit.

– Une première explication concerne la capacité de recomposer l'offre politique entre FI, AN, CCD-CDU et Ligue qui s'était brisée après 1994, déterminant la défaite du Pôle en 1996 et la perte de vitesse des années suivantes. Bien que la coalition de la CdL ne parvienne toujours pas, aujourd'hui comme hier, à capitaliser les soutiens partisans des forces qui la composent, le résultat obtenu reste en tout cas suffisant pour permettre un large succès, qu'il s'agisse des sièges obtenus ou de l'usage habile des stratégies et des techniques électorales.

– La deuxième est symétrique. La difficulté qu'ont les adversaires du centre-gauche à agir avec une efficacité équivalente, du fait de la compétition interne entre les projets (l'Olivier doit-il être un cartel de partis ou un sujet politique unitaire ?) et de la division entre des acteurs politiques qui étaient ensemble en 1996, comme Refondation communiste, ou qui ont fait, comme l'Italie des valeurs de Di Pietro, défection la dernière année.

– La troisième est plutôt sociologique et concerne la capacité de la CdL à interpréter les changements mieux que l'autre coalition¹⁵. La CdL (et surtout FI) attire mieux le vote des couches productives et des

14. M. Lazar, « Il partito bifronte », in *La Repubblica*, 15 novembre 2001 ; M. Caciagli, « Il radicamento territoriale delle coalizioni politiche », Séminaire sur *Il cambiamento locale in Italia*, IRIS, Villa Medicea di Artimino, 14 septembre 2001 ; et F. Ramella, *Il lungo addio, viaggio nella subcultura rossa*, Turin, Einaudi, en cours de publication.

15. ITANES, *Perché ha vinto il centro-destra*, op. cit.

secteurs les plus dynamiques, alors que le centre-gauche s'impose surtout dans les couches intermédiaires du secteur public : enseignants, employés, fonctionnaires. La CdL réussit cependant à s'assurer des pourcentages très élevés d'électeurs dans la classe ouvrière et dans d'autres catégories sociales : femmes au foyer et retraités. Elle domine chez les catholiques, même si ceux-ci se partagent entre les deux coalitions. Elle a des racines profondes dans la société intermédiaire tout en étant bien insérée dans les courants les plus dynamiques et innovateurs. Comme on l'a récemment observé, elle réussit à canaliser les catégories émergentes, mais surtout traditionnelles, sur des demandes « nouvelles »¹⁶, mais elle parvient également à coaliser les demandes de libéralisme des couches moyennes du secteur privé du Nord et celles de protection sociale et d'intervention de l'État des couches populaires du Mezzogiorno. Une synthèse de propositions et de promesses difficiles à tenir, mais que Berlusconi a cependant réussi à rendre crédibles par une campagne efficace et aussi par une communication habile destinée à stigmatiser les adversaires (en mettant l'accent, par exemple, sur l'hostilité envers le « communisme »).

57

Par ailleurs, sur le plan territorial, *Forza Italia* bénéficie d'une base électorale bien mieux équilibrée et répartie que les autres¹⁷ : du Nord (où elle maintient une influence dominante) au Mezzogiorno (où elle s'est beaucoup développée) ; mais elle s'est également consolidée dans les régions de l'Italie centrale, là où l'Olivier conserve ses principaux bastions (hérités de la tradition rouge).

En d'autres termes, la CdL interprète bien et contribue même à accentuer le processus de « nationalisation » du vote qui s'est renforcé après 1994. Ce processus reflète certes la stratégie de l'offre politique, mais rencontre un fort degré d'adhésion chez les électeurs.

– La quatrième explication tient au rôle du leader, Silvio Berlusconi. Celui-ci a eu naturellement un grand poids dans le succès de la CdL, mais ses dons personnels de séduction et de fascination n'ont probablement pas été les seuls à jouer. En effet, son image n'a pas accru les soutiens à la coalition. Par ailleurs, les sondages ne lui ont jamais donné un degré de confiance majoritaire en Italie ni même supérieur à celui dont jouissent d'autres leaders : Gianfranco Fini, leader d'Alliance nationale, par exemple, si l'on veut rester dans la coalition de centre-

16. P. Corbetta, « Forza Italia : il "nuovo" che non c'è », in *Il Mulino*, n° 3, 2002.

17. I. Diamanti, « Vecchie e nuove subculture politiche », in *ibid.*, n° 4, 2001. Mais voir également les considérations de R. Biorcio, « Forza Italia, partito di riferimento », *ibid.*

Tableau 4. Vote par catégorie professionnelle d'appartenance

	<i>Ulivo</i>			<i>Casa delle libertà</i>	<i>Autres</i>	Total	(N)
Dirigeants	54,1	39,0	6,9	100	56		
Enseignants	62,6	31,6	5,8	100	67		
Impiegato de conception	50,0	43,1	6,9	100	223		
Impiegato d'exécution	48,9	39,2	11,9	100	109		
<i>Couches moyennes dépendantes</i>	<i>52,1</i>	<i>40,0</i>	<i>7,9</i>	<i>100</i>	<i>455</i>		
Entrepreneurs-prof. libérales	27,8	68,6	3,6	100	86		
Artisans et commerçants	24,1	66,9	9	100	166		
Autres indépendants	35,5	58,6	5,9	100	60		
<i>Professions indépendantes</i>	<i>27,2</i>	<i>65,7</i>	<i>7,1</i>	<i>100</i>	<i>312</i>		
Ouvriers	37,9	53,4	8,7	100	324		
58 Travailleurs atypiques	54,7	43,5	1,8	100	47		
Retraités	42,3	52,4	5,3	100	600		
Femmes au foyer	37,1	59,9	3	100	335		
Étudiants	53,8	38,1	8,1	100	149		
Autres non-actifs	32,0	61,4	6,6	100	124		
Total	41,3	52,4	6,3	100	2 355		

SOURCE: Istituto Carlo Cattaneo, ricerca Itanes (Italian National Election Studies), mai-juin 2001 (3 200 personnes interrogées).

Tableau 5. Distribution du vote des coalitions par zone géographique (Chambre des députés - partie uninominale)

	Nord-Ouest		Nord-Est		Zone rouge		Sud et îles		Italie	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001	1996	2001	1996	2001
Total centre-gauche	24,1	25,9	9,9	11,2	24,2	23,5	41,7	39,4	100	100
Total centre-gauche et Liste Di Pietro	24,1	26,4	9,9	11,4	24,2	22,7	41,7	39,4	100	100
Casa delle libertà (Polo et Lega nel 1996)	33,1	30	14,5	12	14,7	15,4	37,6	42,7	100	100
Autres	11,6	22,4	10,6	15,7	5,9	11,7	71,9	50,1	100	100

SOURCE: Selon les données du ministère de l'Intérieur.

droit, a toujours bénéficié d'une confiance très élevée. Quant à Francesco Rutelli, il s'est beaucoup rapproché dans les indices de confiance, au cours de la campagne électorale, de Berlusconi.

Les principaux mérites de Berlusconi doivent être cherchés dans trois autres directions : *a*) il a renforcé la machine organisationnelle de *Forza Italia* qui a tourné à plein régime pendant plus d'un an ; *b*) il a imposé, pour le pire et le meilleur, l'accord entre les acteurs du centre-droit (AN, Ligue et néo-démocrates-chrétiens) et le contrôle de la coalition tout au long de la campagne électorale ; *c*) il a imposé les thèmes et les termes de la compétition électorale, dictant les mots d'ordre auxquels ont dû s'adapter ses adversaires. Il est légitime de supposer que la campagne électorale, transformée toujours davantage en un référendum sur la personne de Berlusconi, a agi comme une prophétie qui se réalise : parce qu'elle a fait de Berlusconi le centre quasi unique du débat politique et de l'opinion publique¹⁸ ; parce qu'elle a conditionné la perception des acteurs politiques, surtout du centre-gauche, qui s'est considéré vaincu dès l'automne, soutenant son candidat, Rutelli, avec peu de conviction, sauf, peut-être, durant les dernières semaines. Il ne faut pas exclure que, si la partie avait été jugée plus incertaine, si les principaux acteurs du centre-gauche (surtout au sein de DS) n'avaient pas considéré le résultat des élections comme déjà joué, l'Olivier aurait cherché avec plus de détermination à nouer des alliances, même purement tactiques, avec RC et l'Italie des valeurs de Di Pietro. Et il ne faut pas exclure que Di Pietro et Bertinotti, les leaders de ces deux partis, auraient appréhendé autrement la possibilité de bâtir des ententes, même limitées.

59

L'issue du vote a été finalement favorisée par ceux – et ils sont nombreux au centre-gauche – qui ont cru de façon acritique à la « chronique d'une victoire annoncée » depuis longtemps et racontée par son protagoniste, Silvio Berlusconi, qui se sont comportés comme des vaincus, confondant une prophétie avec une donnée statistique et favorisant sa réalisation.

18. I. Diamanti, « Vecchie e nuove subculture politiche », *op. cit.*

L'ÉLECTEUR EST MOBILE

Si l'on s'interroge sur l'avenir du système politique et de la compétition électorale, sommes-nous au début d'une normalisation, d'un bipolarisme ouvert capable de garantir l'alternance, ou bien au début d'une nouvelle « anomalie », fondée sur la domination d'un leader-entrepreneur inamovible ?

Il est encore trop tôt pour le dire, surtout parce que la cohérence et la stabilité des coalitions sont précaires. Au centre-gauche, les différences entre sujets et projets sont évidentes. L'Olivier est éloigné de RC. À l'intérieur de l'Olivier, la Marguerite et DS se démarquent. Et tant DS que la Marguerite sont divisés en leur sein. Quant au centre-droit, il est probable qu'il réussira à se comporter au cours de la législature de façon plus stable que par le passé. Pourtant, les tensions n'ont pas manqué en un an de gouvernement : entre les néo-démocrates-chrétiens et la Ligue en particulier ; mais aussi entre *Forza Italia*, jugée trop « colonialiste », et le reste de la coalition ; si bien que la figure de Berlusconi continue à être l'explication la plus efficace de l'unité de la droite au niveau national. Par contre, au niveau local, là où Berlusconi ne peut pas intervenir, les tensions ont produit au sein de la coalition de droite beaucoup de fractures qui ont favorisé la défaite de la CdL dans beaucoup de villes importantes aux élections locales de juin 2002.

Qu'en est-il enfin de la loi électorale, fortement critiquée ces dernières années par presque toutes les forces politiques, et qui, malgré ses défauts¹⁹, n'a pas empêché d'obtenir des verdicts sans équivoque ?

On le doit d'abord au fait que, une élection après l'autre, les forces politiques ont appris à l'utiliser en accentuant la tendance bipolaire à travers la campagne électorale, en perfectionnant les techniques et les méthodes de construction de l'offre politique et de gestion des candidatures. On le doit aussi au fait que les électeurs ont appris à s'en servir et montrent qu'ils en apprécient la logique fondamentale, celle de simplifier la compétition. La structure même des orientations du vote confirme l'existence d'une large propension des citoyens en faveur du bipolarisme. Tant qu'on leur en donnera l'opportunité, ils n'hésiteront pas à se partager entre deux coalitions.

19. C. Marletti, « Attori politici, media ed elettori », in P. Bellucci et M. Bull, *Politica in Italia*, op. cit. ; G. Sani et G. Legnante, « Quanto ha contato la comunicazione politica », in G. Pasquino (dir.), *Dall'Ulivo al governo Berlusconi*, op. cit.

Mieux encore : on constate que les électeurs, d'une élection à l'autre, ont appris les logiques de cette loi électorale, en diversifiant leur vote d'un scrutin à l'autre et même en diversifiant leur choix entre les différents bulletins lors d'une même élection : « usant » de la proportionnelle pour exprimer leur appartenance spécifique, leur opinion ; et votant au majoritaire de façon « utile », c'est-à-dire en accentuant le caractère bipolaire.

En second lieu, on a assisté, au cours des années 1990, sous la poussée également de ce système électoral (même imparfait), à la nationalisation rampante de la compétition entre les partis mais aussi du vote. Au cours de la décennie antérieure, les traditions et les appartenances territoriales comptaient encore beaucoup. Ces dernières années, au contraire, le processus d'affaiblissement des subcultures politiques traditionnelles, amorcé depuis longtemps, s'est poursuivi, alors que l'on a vu émerger de nouvelles entreprises électorales qui traversent toute la péninsule, sans être concentrées sur des zones particulières, comme c'était le cas dans le passé pour la DC, concentrée dans le Nord-Est, ou comme cela est encore le cas aujourd'hui pour la gauche, largement regroupée dans les régions du Centre de l'Italie. C'est ainsi que *Forza Italia*, d'un point de vue territorial, bénéficie d'une assise électorale solide, stable et structurée²⁰, rassemblant des zones et des électors variés, distribués sur tout le pays. Aux élections du 13 mai 2002, pour le vote à la proportionnelle, *Forza Italia* a dépassé 34 % des suffrages dans 120 circonscriptions, concentrées surtout en Lombardie, Vénétie, Ligurie, Piémont, Latium, Campanie, Sardaigne et Sicile.

61

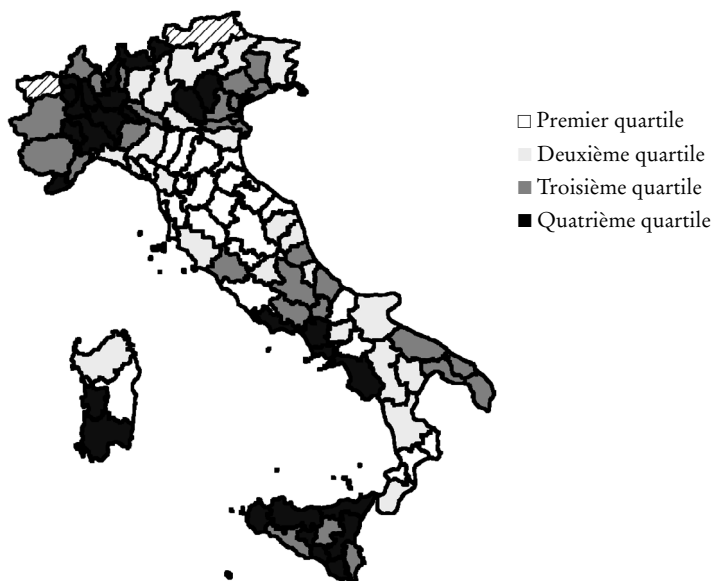
Il faut se garder de considérer cette géographie politique comme occasionnelle. Dans 63 circonscriptions, *Forza Italia* a obtenu les meilleurs résultats aux trois élections législatives où elle se présentait, dépassant constamment les 26 %. C'est une Italie bleu azur, articulée sur deux macro-régions : la capitale de la première est Milan ; celle de la seconde, Palerme.

Si nous considérons à présent les acteurs politiques, le contraste est saisissant.

D'un côté, *Forza Italia*, le parti de référence de la Seconde République, dispose certainement d'une organisation diffuse sur le ter-

20. La référence est de G. Sartori, « Il sistema elettorale resta cattivo », in G. Pasquino (dir.), *Dall'Ulivo al governo Berlusconi*, op. cit.

Figure 1. Carte du vote bleu :
les provinces italiennes sur la base du vote à Forza Italia*



62

* Les provinces italiennes ont été divisées en quatre groupes, de nombre égal, sur la base du résultat obtenu par *Forza Italia* aux législatives de 2001. Le quartile le plus haut (noir sur la carte) est celui où FI a totalisé les pourcentages les plus élevés.

SOURCE : I. Diamanti, *Bianca, Rossa, Verde... e Azzurra. Come cambiano i colori dell'Italia politica*, Bologne, Il Mulino, en cours de publication.

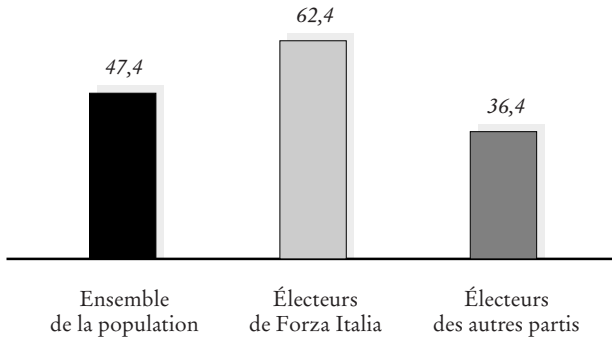
ritoire, d'un électorat stable dans de larges zones du pays. Ce n'est pas un parti en toc. Mais son unité, son identité, sa base nationale dépendent largement du rôle du leader. Les orientations des électeurs de ce parti le mettent bien en lumière lorsqu'elles accordent une importance déterminante à la figure du leader et à la personnalisation (*figure 2*).

En revanche, le dernier des partis traditionnels, DS, garde encore une organisation diffuse, mais fortement affaiblie par rapport au passé : suffisante pour permettre la sélection de la classe dirigeante mais aussi pour freiner le rapport avec la société.

Cela signifie que, malgré la précarité de la loi électorale et la fragmentation du système de partis, la marche italienne vers la bipolarisa-

Figure 2. Aujourd'hui, en politique, il vaut mieux que la décision soit prise rapidement et par un seul plutôt que de suivre toutes les procédures parlementaires

Pourcentage par rapport au vote de ceux qui se déclarent très ou assez d'accord avec cette affirmation
(données sur la base des réponses effectives : 65 %)



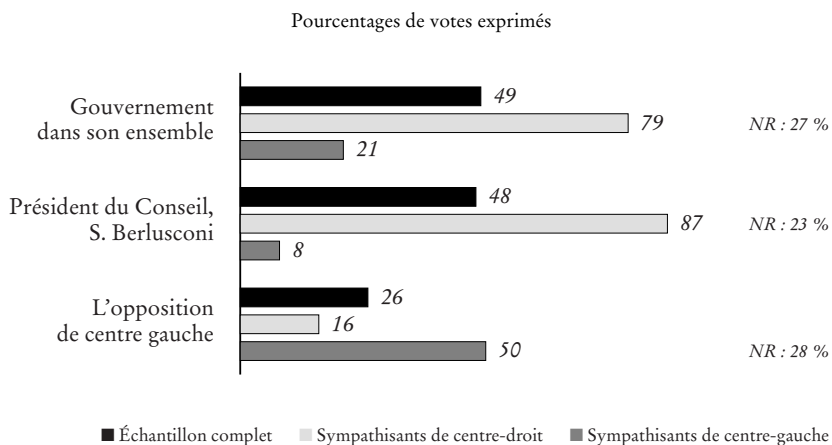
63

SOURCE : Istituto Carlo Cattaneo, ricerca Itanes (Italian National Election Studies), mai-juin 2001 (3 200 personnes interrogées).

tion semble clairement tracée et qu'elle pourra difficilement être remise en cause. Mais cela signifie également que l'histoire politique et électorale de l'Italie, à la différence de ce que pensent beaucoup d'observateurs (en Italie et hors d'Italie), n'est pas écrite une fois pour toutes. L'Italie n'est pas passée d'une anomalie à l'autre. D'un gouvernement sans alternance guidé par la Démocratie chrétienne à un autre guidé par une personne plutôt que par un parti. L'électorat italien est aujourd'hui instable, divisé. Il a permis la victoire de la droite – après en avoir décidé l'échec en 1996 – surtout du fait des erreurs de la gauche. Il n'aime pas trop Berlusconi, mais il avait envie de changer. Il l'évaluera ; il est déjà en train de l'évaluer et pas toujours de façon positive, comme le montrent les sondages sur l'action du gouvernement un an après les élections (*figure 3*).

Il est donc disponible pour changer si nécessaire lors des prochaines élections : comme il l'a souvent fait ces dix dernières années, les premières de cette Seconde République encore difficile à définir.

Figure 3. Le vote pour le gouvernement, le président du Conseil et l'opposition



64

SOURCE : Sondage *Eurisko-Repubblica*, mai 2002 (700 personnes interrogées).

Traduit de l'italien par Mariangela Portelli.

R É S U M É

Les élections législatives du 13 mai 2001 ont vu le triomphe de la coalition de centre-droit, mais cette victoire en sièges ne doit pas masquer un recul en voix. La victoire est moins la conséquence du charisme de Silvio Berlusconi, controversé jusque dans son camp, que de sa stratégie : il a réussi à fédérer des forces politiques contradictoires autour de son parti, devenu dominant, et à les soumettre tant sur son type de campagne que sur son projet au point d'imposer sa stratégie même à ses adversaires. Dans un système électoral marqué par la mobilité des électeurs et la complexité du mode de scrutin (mixte), la victoire va à celui qui est capable d'en tirer parti et surtout de partir uni à la bataille.